

Cigéo/BURE : Non merci !

vivre à côté et au-dessus d'une gigantesque poubelle nucléaire ?

De quels déchets nucléaires s'agit-il ?

80 000 m³

de déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue (H-M AVL) Radioactifs pour des milliers à des millions d'années

Issus des centrales nucléaires et du retraitement des combustibles usés - Cigéo pourrait s'étendre et accueillir des déchets FAVL et des combustibles usés non retraités

= **3%** du volume total des déchets existants mais ils contiennent

99% de la radioactivité totale de ceux-ci !

Un projet démesuré

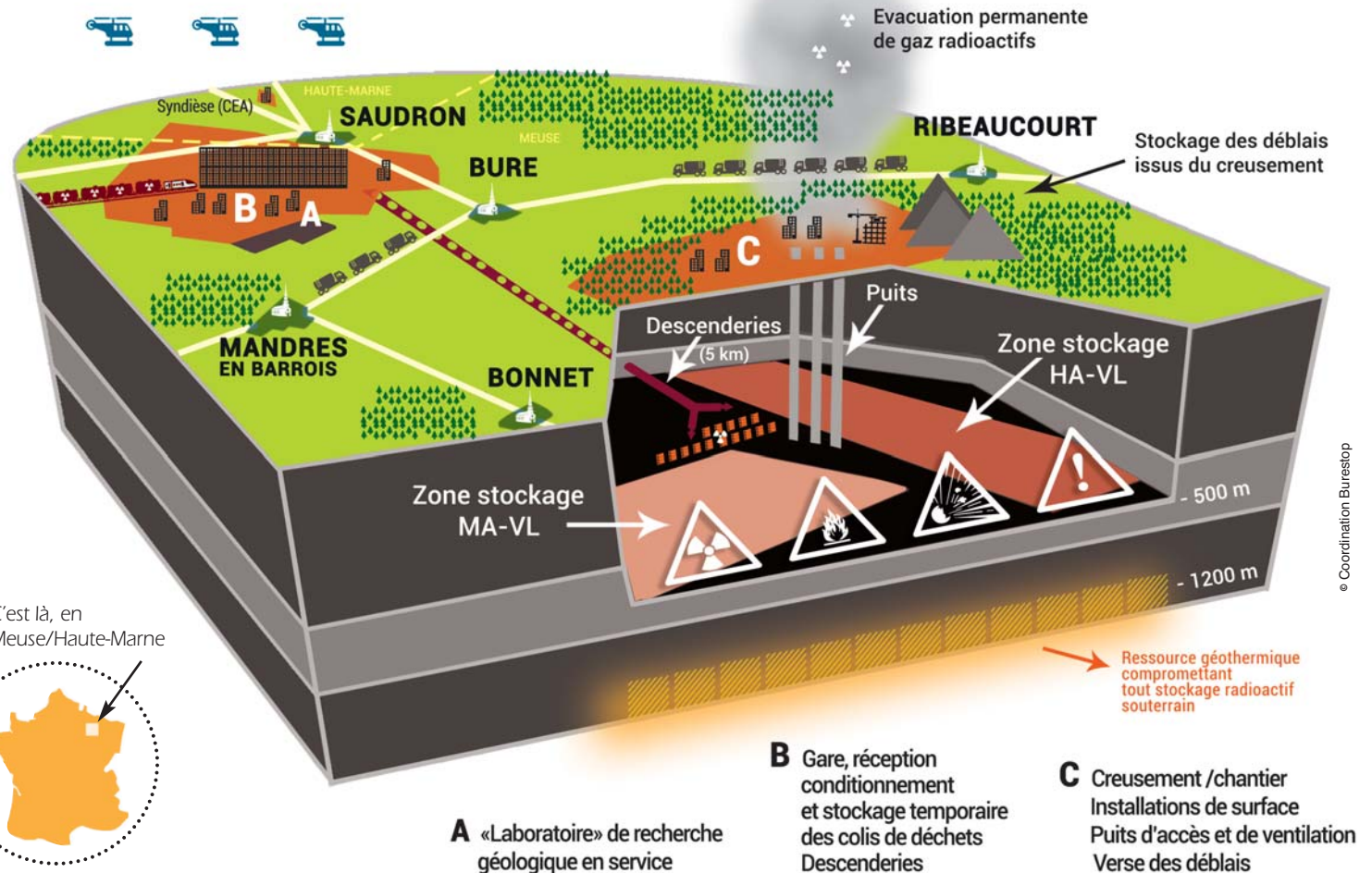
130 ans de construction/remplissage

300 km de galeries souterraines à 500 m sous terre soit 15 km² d'emprise

680 ha (?) de surface d'installations, conditionnement des déchets, stockage temporaire, etc.

CHANTIER : 1 camion-benne toutes les 80 mn pendant 1 siècle

TRANSPORTS : 2 trains de déchets radioactifs par semaine pendant 130 ans



ET ÇA COÛTE ?

De 15 à 35 Milliards d'€ à ?... Le chiffrage varie sans cesse. EDF et cie ont provisionné 5 Mds. Le complément serait à charge de nos enfants et petits-enfants, joli cadeau !

Depuis 2014, l'ANDRA tente de lancer une "phase-pilote" qui coûterait 5,7 Mds.

Celle-ci ne testerait rien du tout, comme on veut le faire croire mais elle serait la première tranche du projet Cigéo.

2016 : pas de déchets nucléaires à BURE.

2018 : Autorisation de construire Cigéo ?

2025/30 : arrivée des premiers déchets ?

1 - Enfouir les déchets atomiques ?

La France a tout misé sur le nucléaire, mais près de 40 années de confort électrique aveugle laissent un très lourd tribut à payer. En effet, la filière électronucléaire ne sait pas comment gérer ses déchets. Pour simplifier, elle n'a pas vraiment prévu de piste d'atterrissage après quelques décennies de long vol. Pour les déchets atomiques les plus dangereux (H-M AVL), la "solution" imposée, mais très contestée, serait l'enfouissement de ceux-ci, à 500m sous terre à Bure (Meuse/Haute-Marne).

2 - Demander l'impossible au béton, à la ferraille et à la croûte terrestre

Le stockage souterrain a un seul objectif : **confiner, retarder et limiter le retour des radionucléides au monde du vivant**. Il ne résout rien. Selon l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), la sûreté du stockage repose sur trois barrières. Les deux premières sont les colis et les galeries (verre/béton/ferrailles, etc.) qui se dégraderont inévitablement et disparaîtront. La barrière ultime -ou géologie du site- est soumise aux aléas sismiques, aux fracturations et failles souterraines : la radioactivité s'échappera donc un jour.

3 - Cigéo a été vendu comme étant "réversible", pour faciliter l'acceptabilité sociale, mais qui y croit encore ?

Février 2014, 15 ans après sa mise en service, un grave incident s'est produit dans le site d'enfouissement à -600m de déchets nucléaires militaires américain, le WIPP (Nouveau Mexique). Un défaut de conditionnement d'un colis a produit une réaction chimique imprévue conduisant à un emballement thermique et à son explosion.

Conséquences : arrêt brutal de l'exploitation du site pour au moins 3 ans, fermeture problématique des zones comportant des fûts présentant des dangers similaires et qui ne seront pas évacués, coût de gestion de l'accident évalué à au moins 500 millions de dollars. Sans compter la contamination de certains ouvriers et celle détectée en surface.

Et si cela se produit à Bure ? Comment croire une seule seconde à la possibilité de tout retour en arrière ou "réversibilité" en cas de problème, dans Cigéo ? Pourquoi le gouvernement donne-t-il encore du crédit à cette thèse de la réversibilité qui doit toujours faire l'objet d'une loi ? L'Andra dit bien elle-même que le stockage, pour devenir un soi-disant "coffre-fort géologique" serait bouclé définitivement, une fois rempli.

4 - Des risques prévisibles et des incertitudes majeures

En 2000, l'Andra a installé un "laboratoire" de recherches géologiques dans l'argile à Bure. Elle doit présenter vers 2018 une demande d'autorisation de création du centre de stockage souterrain "Cigéo". Les premiers déchets nucléaires arriveraient vers 2025.

IL RESTE POURTANT DES INCONNUES MAJEURES ET DES DÉFIS TECHNOLOGIQUES SANS SOLUTION :

- **Impact du creusement des galeries** et de la technique employée sur la roche (EDZ ou Zone endommagée). Un éboulement dans une galerie, le 26 janvier 2016, aux conséquences humaines dramatiques, a confirmé les difficultés de soutènement des galeries et alvéoles : l'argilite de Bure est friable. D'autre part, comment les galeries résisteront-elles aux énormes pressions du milieu ?

- **Risques dus à la nature des déchets** à enfouir. Ainsi certains déchets MAVL produisent de l'hydrogène potentiellement explosif et leur stockage souterrain exige une ventilation permanente. D'autres contiennent des bitumes inflammables...

- **Risques d'incendie** en grande profondeur. Un milieu confiné obligatoirement ventilé, des milliers de colis de déchets radioactifs inflammables : un cocktail explosif. Un incendie à 500 m sous terre serait rapidement ingérable et gravissime.

- **Impact sanitaire des rejets radioactifs gazeux** qui seront évacués en permanence par les puits de ventilation à la surface. Pourtant l'Andra, fidèle à sa communication lénifiante promet, sans rire, "aucun impact radiologique pendant 100 000 ans"...

- **Risque sismique** nié par l'Andra, mais qui existe bel et bien (failles géologiques de la Marne et de Gondrecourt).

5 - Cigéo serait un chantier de construction/remplissage simultanés, le plus risqué du siècle, pendant 130 ans

Creuser 300 km de galeries souterraines d'un côté, et les remplir, de l'autre, des produits les plus dangereux et ingérables jamais produits par l'homme : tel est le pari inimaginable que font l'Andra et les producteurs de déchets nucléaires.

Non merci !



6 - Un ballet incessant de transports de déchets nucléaires, soit deux trains par semaine pendant 130 ans

Soit 13000 possibilités d'accidents ! Les transports de déchets nucléaires, par trains et par camions, sont des transports à très hauts risques :

- le risque zéro n'existe pas,
 - en cas d'accident, les conteneurs ne sont pas conçus pour résister à certains types d'impacts,
 - des "débits de dose" sont mesurables à proximité des chargements radioactifs, mais aucune mesure d'information, ni d'avertissement des publics ne sont prévues pour les protéger,
 - la contamination radioactive est inéluctable au vu de l'ampleur du trafic envisagé.
- Seule protection concrète instaurée par l'Etat et les producteurs de déchets : le Secret défense qui entoure de la plus grande opacité ces convois qui traverseront villes et villages, et leurs réels impacts...

7 - Cigéo, s'il est autorisé, serait "hors la loi", car le site est pile au-dessus d'un énorme potentiel géothermique

En 2003, un géophysicien indépendant a mis le doigt sur ce qui aurait dû faire immédiatement cesser les travaux exploratoires à Bure.

Le site est à l'aplomb d'une importante ressource géothermique, à l'encontre des exigences des règles de l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire). En effet, y installer un stockage de déchets nucléaires stérilise toute possibilité d'exploitation de cette ressource en énergie renouvelable. D'autre part, la sûreté du site est compromise. Si nos descendants à la recherche d'eau chaude, et ayant perdu la mémoire de cet enfouissement pénètrent dans celui-ci, les conséquences seraient dramatiques.

L'Andra a tenté d'escamoter cette ressource. Elle a "truqué" les mesures de débit, mais a fini par reconnaître l'existence de celle-ci, face aux arguments et aux expertises apportées par des associations d'opposants. En 2013, le cabinet suisse Géowatt l'a confirmée. L'Andra a été mise en demeure par des associations en 2014, le procès est en cours.

8 - Cigéo : la mémoire impossible

Ultime casse-tête à résoudre : comment transmettre la mémoire de cette immense dépôt atomique souterrain à nos descendants, pour des millénaires ?

30 ans de résistance acharnée contre l'enfouissement des déchets nucléaires "ni ici, ni ailleurs !"

Le projet d'enfouissement des déchets nucléaires de type H-M AVL a touché **25 sites** potentiels en France, dès **1987**. Partout de très fortes oppositions se sont levées. Dans les années 1987 à 1990, la mobilisation a été telle qu'en **1991** un moratoire, puis la loi Bataille ont vu le jour.

Non merci !

Mais cette loi cache la même obsession, enfouir. Elle joue juste sur les mots pour rhabiller le projet : laboratoire de recherches géologiques, réversibilité, développement économique...

Elle a "légalisé" une forme d'achat des consciences. De fortes compensations financières ont été promises puis distribuées aux départements concernés. En **1999**, un décret a entériné Bure, "laboratoire" en milieu argileux. En **2000**, face à une mobilisation sans précédent organisée sur 15 sites granitiques, l'Etat a du reculer très vite et abandonner son second "labo". L'Andra s'est repliée sur le très contesté site de Bure.

Manifestations, campagnes d'information indépendante, blocages, boycott du débat public en 2013, expertises indépendantes, recours juridiques, actions médiatiques, demandes répétées de consultation citoyenne...

L'opposition dure depuis de 30 ans, avec une constance dans l'argumentation qui interpelle et doit être entendue.

Centrée aujourd'hui à Bure, elle n'est pas prête de finir !



à ce jour, à Bure, juste un "labo"... qui ne doit jamais se transformer en Cigéo !

Une nouvelle étape tente d'obtenir l'autorisation : une "phase pilote" qui consisterait à tester l'enfouissement. Ou comment avancer masqué, car au final il s'agirait bien de la première tranche industrielle, soit 28% du coût total de Cigéo, loin de toute "recherche".

1987	1991	1999	2006	2013	2015	2016	2018	2025/30
Début des tentatives pour enfouir	Loi Bataille 31/12/1991	Décret "Labo" à BURE	Nouvelle Loi qui entérine le stockage souterrain	Débat public sur Cigéo boycotté par les opposants	Début de travaux "préparatoires" avant toute autorisation !	Loi sur la pseudo "phase -pilote" ?	L'Andra aura-t-elle l'autorisation de construire Cigéo ?	Arrivée des déchets nucléaires ?

Pourquoi à BURE ?

Pour pouvoir implanter quelque part un tel projet, l'Etat et les producteurs de déchets nucléaires ont dû élaborer quelques pièges...

9 - Piège n° 1 : imposer sans débattre et créer la dépendance financière

L'Andra évacue toute concertation avec les riverains, escamote toute information sur les risques. Elle promet aux élus des emplois et des perspectives de développement local. L'argent, outil de dépendance, versé via un GIP (groupement d'intérêt public) créé en 2006, entre systématiquement dans tous les projets des collectivités, de certaines entreprises, associations et de particuliers. La Meuse et la Haute-Marne perçoivent actuellement **60 millions d'€/an**.

43 communes autour de Bure reçoivent 500 € par an et par habitant, un dispositif non prévu par la loi de 2006.

Deux débats publics ont vite montré leurs limites : rendez-vous "truqués" et inopérants car tout est décidé en amont. La population ne participe pas aux décisions, et c'est bien là le problème.

10 - Piège n° 2 : nucléariser la région, avant l'arrivée des déchets atomiques

De nombreuses structures nucléaires s'implantent autour de Bure : une plate-forme Areva de transports de matières nucléaires, les archives d'EDF et Areva, une plate-forme EDF de maintenance de pièces usagées des centrales nucléaires, une unité Syndièse du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) aux motivations peu claires, une blanchisserie des "linges rouges" des centrales nucléaires, une unité de retraitement de déchets TFA, etc. Dans quel but... si ce n'est la **nucléarisation forcée d'un territoire jusque-là vierge de tout "atome" ?**

L'Andra, les producteurs de déchets radioactifs et l'Etat semblent offrir le nucléaire en cadeau et poussent le cynisme jusqu'à transformer en "chance", pour deux départements ruraux, la gigantesque poubelle atomique qui signera la mort du territoire.

11 - Piège n° 3 : mobiliser la région autour de comportements vertueux, avant de détruire celle-ci

Les opérateurs du nucléaire se sont engagés en 2006, pour faire de la Meuse et de la Haute-Marne des "terres d'excellence en matière de maîtrise de consommation de l'énergie"... C'était juste après le passage de la loi de gestion des déchets nucléaires de 2006 qui entérinait encore plus le projet d'enfouissement à Bure.

Ainsi la Meuse a vu s'installer en un temps record un parc de 200 éoliennes, des parcs photovoltaïques, et fleurir des campagnes d'économies d'énergie. **Propre en surface, avant de condamner le sous-sol ?**

12 - Piège n° 4 : se rendre maître du territoire pour l'annexer totalement, au-dessus et en-dessous

L'Andra a visité chaque propriétaire pour acquérir terres agricoles, champs et forêts. Son patrimoine foncier s'élève à **3075 ha fin 2015**. Elle a besoin d'espace pour créer une ligne de chemin de fer de 14km, un gigantesque terminal ferroviaire à Saudron, des installations de stockage de surface pour réceptionner, voire conditionner (et stocker ?) les colis de déchets avant de les enfouir via une descenderie.

Elle a besoin de place pour stocker les millions de m³ de déblais d'excavation et pour installer les infrastructures, les puits de ventilation, etc. Tout cela au milieu des 5 villages de Bure, Saudron, Ribeaucourt, Mandres et Bonnet... dont le destin serait une rapide et inexorable désertification.



Non merci ! 

L'image négative de poubelle nucléaire et son cortège de nuisances ne sont jamais évoqués. Celle-ci est impérativement neutralisée par du positif : promesses d'emploi, développement local, production d'énergies renouvelables, comportements vertueux... Jamais ne sont débattus, auprès des riverains qui n'ont pas eu leur mot à dire, les manques à gagner considérables qui les concernent en premier lieu. Cigéo est potentiellement synonyme de dévaluation du patrimoine foncier, stérilisation des atouts de départements verts, fin des appellations contrôlées et labels, désertification...

Outre des nuisances environnementales et sanitaires graves, une profonde mutation de leur territoire de vie et de leur histoire, vivre avec le risque permanent d'accident et de contamination radioactive deviendrait leur quotidien. STOP !

13 - Cigéo est un projet au coût incalculable, que ni la société actuelle, ni nos descendants ne pourront assumer

Dans une opacité totale, Cigéo est au centre de négociations inquiétantes et confidentielles. Entre EDF qui voudrait construire au rabais (15 milliards d'€), l'Andra qui annonce des coûts astronomiques (35 milliards d'€), le gouvernement a tranché début 2016 en coupant la poire en deux à 25 milliards d'€. Sauf que personne n'a les moyens de ses ambitions. Seraient provisionnés actuellement environ 5 milliards d'€, en Bourse. **Qui paiera la note de l'imprudence folle de ceux qui osent encore dire que le nucléaire est "propre", sûr et pas cher ?**

14 - Cigéo est au centre d'un enjeu considérable, la survie de la filière électronucléaire qui vend abusivement une électricité "propre" selon elle

Cigéo n'est-il pas un alibi au service d'une filière qui tente de survivre ? Que faire des déchets nucléaires ? Pas de solution vraiment pour les gérer, alors pourquoi attendre aussi longtemps avant de stopper la production ?

Chaque jour qui passe augmente encore les quantités de produits ingérables. Il faut **mettre en route en urgence la sortie du nucléaire** et engager le pays sur d'autres voies, en matière de production énergétique. Ensuite doit être décidé collectivement du sort des déchets. Les laisser sur les sites de production pour limiter les transports ?

Cigéo : Non merci ! 

Qui sommes-nous ?

Des gens comme vous, de tous milieux, de tous âges, à la campagne ou à la ville, autour de Bure mais aussi au-delà, qui, confrontés un jour à ce projet insensé, mal ficelé et anti-démocratique au possible se sont interrogés, renseignés et rassemblés en collectifs et associations. Des experts indépendants nous accompagnent.

Une **maison de résistance** à la poubelle nucléaire s'est installée dans le village de Bure dès 2004. Un lieu ouvert à toutes et tous, n'hésitez pas à y faire un tour et plus si affinités !

Coordination BURESTOP :

BURESTOP 55,
Collectif Meuse contre l'enfouissement des déchets nucléaires
BURE ZONE LIBRE, maison de résistance à la poubelle nucléaire
EODRA, association des élus opposés à l'enfouissement
LES HABITANTS VIGILANTS de Gondrecourt-le-Château
MNE, Meuse Nature Environnement
Fédération MIRABEL Lorraine Nature Environnement

+

des opposant-es et habitant-es en lutte contre Cigéo, de Bure et d'ailleurs

Toutes infos + actualités + dossiers + actions :

www.burestop.eu - burezonelibre.noblogs.org

www.mirabel-lne.asso.fr

www.sortirdunucleaire.org

non-a-bure55@orange.fr

leherissonvengueur@gmail.com



A ce jour, il n'y a pas de déchets nucléaires à BURE contrairement à certaines idées reçues ; juste des technocrates, qui tentent de faire croire à l'incroyable et/ou de passer en force.

Le projet Cigéo attend toujours son autorisation... Rien n'est joué.

REJOIGNEZ-NOUS !